

2 Politique

Coopération Gabon-Union européenne

Rencontre entre le gouvernement et les ambassadeurs de l'UE

J.K.M

Libreville/Gabon

Bien que l'ordre du jour n'a pas été communiqué, tout porte à croire que les deux parties ont évoqué l'état des lieux de la coopération entre le Gabon et l'Union européenne.



Photo : Bandoma

Vue des membres du gouvernement conduits par le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet.

UNE réunion à huis clos s'est tenue, hier, au Méridien ReNdama, entre une délégation du gouvernement conduite par son Chef, Emmanuel Issoze Ngondet, et les ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne (UE) conduits par le chef de Délégation de l'UE au Gabon, Helmut Kullitz.

Au regard de la composition de la délégation gouvernementale - Pacôme Moubelet Boubeya (Affaires étrangères), Alain Claude Bilie-By-Nze (Économie numérique, Communication), Francis Nkea (Relation avec les insti-

tutions constitutionnelles, chargé du Dialogue politique), Régis Immongault (Économie), Étienne Massard Kabinda (Défense nationale), Lambert Noël Matha (Intérieur) -, difficile de ne pas imaginer que les deux parties ont évoqué l'état de la coopération bilatérale entre le Gabon et l'UE, en mettant un accent tout particulier sur les domaines de compétences de leurs différents interlocuteurs. Vu que les précédentes rencontres ont permis aux prédécesseurs d'Helmut Kullitz d'avoir une idée assez pré-

cise de la situation intérieure du Gabon. Ce qui laisse à penser que, cette année, ils ont pu également aborder la problématique de la crise économique affectant notre pays, le climat post-électoral, les droits de l'Homme, l'évolution des consultations du Dialogue national sans tabou prôné par le chef de l'État et la récente remise aux autorités gabonaises du rapport de la Mission d'observation électorale (MOE) de l'UE sur la Présidentielle d'août dernier. S'agissant spécialement de ce dernier élément, celui-ci a été



Photo : Bandoma

Les diplomates européens.

l'objet de plusieurs interprétations de la part de la classe politique nationale. A telle enseigne que, lors de sa dernière conférence de presse, le porte-parole du gouvernement, Alain Claude Bilie-By-Nze, s'est indigné de l'usage que certains acteurs politiques voulaient faire du rapport de la MOE.

Quoiqu'il en soit, selon certains diplomates, ce type de rencontres s'inscrit dans le cadre d'échanges réguliers entre les deux partenaires désireux de renforcer leurs relations. Dans ce sens, dans un

cadre sous-régional, le président gabonais est chargé par ses pairs d'Afrique centrale de mener les négociations en vue de conclure un accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Dans un cadre bilatéral, les relations entre le Gabon et l'UE reposent sur des concertations politiques régulières, les liens commerciaux et l'aide au développement.

Dans cette optique, l'UE soutient les réformes politiques et économiques impulsées

par notre pays en vue d'améliorer la gouvernance, le développement humain, la lutte contre le braconnage, la piraterie maritime, la préservation de l'environnement, le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, etc. Dans cette optique, tout porte à croire que les membres du gouvernement ont édifié leurs interlocuteurs sur les priorités de l'action gouvernementale. Lors de sa Déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le Premier ministre en avait clairement défini les contours : accélérer le rythme de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), à travers la préservation de la paix, la relance de l'économie et le renforcement de la démocratie. Le tout, en mettant un accent particulier sur la formation professionnelle, la lutte contre la précarité, le chômage des jeunes, l'autonomisation de la femme, la lutte contre la corruption, la construction des infrastructures routières, sanitaires, etc.

PDG/Point-presse

"La MOE n'a pas vocation à organiser ou valider une élection"

AEE

Libreville/Gabon

LE secrétaire général du parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, a animé un point-presse, hier, à la maison du parti, sise au quartier Louis. A l'ordre du jour, le rapport de

la mission d'observation de l'Union européenne, présenté aux différents acteurs politiques, le 12 décembre dernier. En effet, pour le secrétaire général du PDG parti au pouvoir, ce rapport, "ne pourrait supplanter les institutions gabonaises", contrairement à ce que pensent ceux qui persistent à en faire "un brûlot" susceptible de les aider à assouvir leur ambition utopique. "La mission

d'observation électorale n'a pas vocation à superviser les élections, organiser ou valider une élection. Elle ne dispose d'aucune prérogative de proclamer les résultats d'une élection. Ses recommandations, dont le parti a pris acte, visent plutôt à améliorer la qualité des élections au fil du temps". Faustin Boukoubi s'étonne donc de la propagande organisée autour de l'attente de ce rapport comme

étant le sésame qui devait investir M. Ping président de la République en lieu et place du président actuel Ali Bongo Ondimba. "Tout cela peut être considéré comme une supercherie intellectuelle de la part des personnalités peu excusables" a-t-il laissé entendre.

Il rappelle d'ailleurs que cette mission a exercé au Gabon sur invitation du gouvernement gabonais qui n'y était pas

obligé. Cela montre la volonté de ce dernier à organiser cette élection dans le strict respect de la Constitution. Enfin, il a fait remarquer que cette mission est subitement restée muette lorsque des journalistes, notamment, ceux de RFI, ont été brutalisés par des militants d'un bord politique. Comme si l'obligation du respect des droits de l'Homme n'incombe qu'à la majorité.



Photo : AEE

Le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi.

Démocratie nouvelle/Après la remise du rapport de la Mission d'observation électorale de l'UE (MOE)

Des solutions pour sortir de la crise

LLIM

Libreville/Gabon

AU cours d'une déclaration qu'il a faite, hier, au siège de son parti, à Libreville, le secrétaire national à la communication, par ailleurs porte-parole de Démocratie nouvelle (DN), Jonathan Ndoutoume Ngome est longuement revenu sur le rapport de la mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) portant sur le

processus électoral relatif au scrutin présidentiel du 27 août dernier.

Après avoir rappelé les différentes observations émanant de ce rapport, M. Ndoutoume Ngome a fait observer qu'une : "convergence de vue entre la position du rapport de la MOE UE et la vision pragmatique de DN dont plusieurs militants ont pris une part active à l'élection présidentielle d'août dernier aux côtés de Jean Ping, regrettent que la vérité des

urnes n'ait pas pu triompher".

Aussi, donnant le point de vue de son parti quant à la possibilité de sortir "de l'impasse politique actuelle et pour une meilleure organisation de la vie politique nationale", le porte-parole de DN a déclaré : "(...) Démocratie nouvelle sous la houlette de son Président, René Ndemezo'Obiang, a adopté une posture politique courageuse en acceptant l'idée de la tenue d'un dialogue politique national entre les différentes forces vives de la

nation, en vue d'une réforme profonde des institutions de notre pays, seul gage d'une véritable démocratie".

Toujours dans le cadre du Dialogue national permettant "d'éviter l'implosion de l'Etat", le secrétaire national à la communication a proposé qu'il y ait : "non pas de simples aménagements du système permettant de perpétuer la monarchie présidentielle, mais des solutions courageuses et parfois radicales, qui s'abreuve aux sources non seu-

lement de la gabonité, mais également de la modernité".

Ainsi, au nombre de ses propositions, l'on pouvait noter entre autres : "la libération sans condition de tous les Gabonaises et Gabonais arrêtés à la suite des dramatiques événements post-électorales et encore détenus jusqu'à présent; la cessation des arrestations, menaces et intimidations; l'immunité ainsi que la sécurisation de tous les participants accrédités au Dialogue politique national...".



Photo : LLIM

Le porte-parole de Démocratie nouvelle, Jonathan Ndoutoume Ngome.

Opposition radicale/UPG tendance Jean de Dieu Moukagni Iwangou

Il sera au dialogue de Jean Ping

J.F.M

Libreville/Gabon

Avant d'échanger avec les journalistes et de se prononcer, sur sa participation à la rencontre initiée par l'ancien candidat à l'élection présidentielle, le président de cette aile dissidente de l'UPG a fait le tour d'horizon des questions politiques de l'heure.

MERCREDI, le président d'une aile dissidente de l'Union du Peuple Gabonais (UPG), Jean de Dieu Moukagni Iwangou, a animé une conférence de presse, à la chambre de commerce de Libreville. Occasion pour lui d'aborder la question de la remise du rapport de la mission d'observation des dernières élections par l'Union Européenne (UE), et surtout de donner son blanc-sein à l'initiative de l'opposant Jean Ping d'organiser un "dialogue national sans tabou".

Ainsi donc, avant d'échanger avec les journalistes, M. Moukagni Iwangou a indiqué que le rapport de l'EU conforte Jean Ping. Ce d'autant plus que, à l'en croire, celui-ci ouvre de grandes perspectives d'actions au niveau international. Et c'est fort de cela qu'il a martelé que la portion de l'UPG dont il a la charge se saisira de ce rapport, pour affiner sa réflexion qui s'appuierait sur les accords de Cotonou.

Dans la même foulée, avec beaucoup d'ironie, il a fait re-

marquer, que le regard impartial et objectif de l'élection du président de la République gabonaise, demandé par le gouvernement gabonais est enfin connu. Ajoutant par la suite, que même si ce même gouvernement minimise la véracité des détails, il n'en demeure pas moins que les écrits témoignent devant l'histoire.

Évoquant le report des législatives, cet acteur de l'opposition a estimé que la décision de la Cour constitutionnelle est illégale, "car l'absence de moyens



Photo : J.F.M. Marola

Jean de Dieu Moukagni Iwangou (à droite) expliquant les raisons de l'adhésion de son parti au dialogue de Jean Ping.

financiers ne peut constituer un cas de force majeure en l'absence d'une loi de finances rectificatives". Avant de déclarer que son parti participera au débat de Jean Ping, et a rejeté le format proposé par l'actuel pouvoir en place.

A l'endroit de la cour constitutionnelle, le président de l'UPG a regretté que cette institution n'ait pas laissé l'opportunité au requérant, donc au candidat de l'opposition de présenter les procès verbaux de la province de l'Estuaire.